



## **Recherche 2014 sur les événements d'actualité**

### **Bureau du Conseil privé**

### **Rapport de recherche – septembre 2014**

**Numéro du contrat : 35035-145008/001/CY**

**Date d'attribution du contrat : le 7 avril 2014**

**Coordonnées de la personne-ressource : [kmoorcroft@pco-bcp.gc.ca](mailto:kmoorcroft@pco-bcp.gc.ca)**

*This report is also available in English upon request.*

## Avertissement de propriété exclusive

Toute information ou tout matériel fournis par le Bureau du Conseil privé, de même que toutes les données recueillies par Harris/Décima, seront traités en toute confidentialité par Harris/Décima et seront placés dans un endroit sécuritaire lorsqu'en possession de Harris/Décima (selon les normes de l'industrie et les lois applicables).

### OTTAWA

160, rue Elgin, bureau 1800  
Ottawa (Ontario)  
K2P 2P7 CANADA

tél. : 613-230-2200  
téléc. : 613-230-3793

### MONTRÉAL

1080, côte du Beaver Hall, bureau 400  
Montréal (Québec)  
H2Z 1S8 CANADA

tél. : 514-288-0037  
téléc. : 514-288-0138

### TORONTO

2345, rue Yonge, bureau 405  
Toronto (Ontario)  
M4P 2E5 CANADA

tél. : 416-962-2013  
téléc. : 416-962-0505

## Résumé

Harris/Décima a le plaisir de soumettre le présent rapport sur les résultats de la recherche au Bureau du Conseil privé. Dans le cadre de ce projet, Harris/Décima s'est penchée sur les impressions des Canadiens à l'égard de plusieurs enjeux qui touchent le Canada et les Canadiens en plus d'examiner les initiatives que le gouvernement pourrait promouvoir pour affronter ces enjeux.

La recherche comprenait à la fois un volet quantitatif (un sondage national auprès de 3 000 répondants) et un volet qualitatif (des groupes de discussion dans 6 villes du pays).

Harris/Décima a organisé la collecte de données et mené les groupes de discussion. Le présent rapport comprend un résumé détaillé et une analyse des résultats tirés du volet qualitatif de la recherche. Les guides de discussion et les questionnaires de recrutement français et anglais sont placés en annexe du rapport. La méthodologie de recherche quantitative est présentée sous pli séparé.

En tout, douze groupes de discussion ont eu lieu, à raison de deux groupes dans chacune des villes suivantes : Moncton (Nouveau-Brunswick); Québec (Québec); London (Ontario); Mississauga (Ontario); Winnipeg (Manitoba); et Burnaby (Colombie-Britannique). Dans chaque ville, les groupes ont réuni des membres de la population générale qui ont été répartis en deux groupes, soit un groupe composé de ménages à revenu bas et moyen et un groupe composé de ménages à revenu élevé.

Le coût total de la recherche est de 124 336,16 \$ (incluant la TVH).

## Principaux résultats

Lors des discussions, les participants allèguent qu'ils ont l'impression que les choses vont relativement bien au Canada par rapport à ce qu'ils observent dans d'autres régions du monde. Dans ce contexte, les participants sont d'avis qu'il reste néanmoins toujours des enjeux qui méritent que l'on s'y attarde.

Certains enjeux reviennent plus souvent dans les discussions, notamment :

- **Les soins de santé**
- **L'emploi et l'économie**
- **Le chômage chez les jeunes**
- **Le déficit et la dette nationale**
- **Les impôts et les taxes**
- **L'éducation**
- **Le besoin d'aide croissant chez les aînés**
- **L'environnement**
- **Le logement abordable**

Après une discussion initiale à propos de la situation globale au pays, les participants ont dû se pencher plus précisément sur l'économie du Canada.

Dans pratiquement tous les groupes de discussion, lorsque les participants se prononcent sur l'état de l'économie canadienne, l'opinion qui prévaut est que certaines régions et certains secteurs sont extrêmement florissants, alors que pour d'autres, la situation est beaucoup moins rose.

Les participants considèrent que les zones géographiques les plus actives dans l'extraction des ressources connaissent la prospérité économique, notamment que les niveaux d'emploi et les salaires y sont élevés, et que cette situation devrait perdurer encore un bon moment. En revanche, ils ont l'impression que certains secteurs ou régions souffrent de difficultés économiques continues. Plus particulièrement, ils mentionnent souvent le secteur manufacturier qui, pour plusieurs, a d'abord et avant tout des répercussions sur l'économie de l'Ontario. Ils allèguent que ce secteur a été frappé par la récession et qu'il présente peu ou pas de signes de redressement. Les participants ne croient pas que ce secteur puisse se relever avant longtemps.

À l'échelle régionale, les points de vue quant à l'avenir économique national et local (provincial) diffèrent souvent. À Vancouver et Winnipeg, les participants semblent plus enclins à croire que la conjoncture économique locale ou régionale est meilleure, ou à tout le moins plus satisfaisante, que celle qui règne dans le centre ou l'est du pays. Partout ailleurs, les participants sont généralement d'avis que la croissance économique est au point mort dans leur région.

Plusieurs questions ont été posées aux participants afin de les sonder pour savoir quels défis ou quelles menaces attendaient l'économie canadienne selon eux. Les menaces qui reviennent le plus souvent sont notamment :

- **La hausse éventuelle des taux d'intérêt**
- **Le recours croissant à la délocalisation et à l'externalisation des emplois**
- **La conjoncture économique internationale**
- **L'emploi**
- **La faiblesse du secteur manufacturier**

- **La grande dépendance au secteur des ressources**
- **Le niveau d'endettement des individus et des ménages**
- **Le recul du pouvoir d'achat**
- **La préparation à la retraite**
- **Les défis que pose le vieillissement de la population**
- **L'instabilité ou l'insécurité géopolitique.**

Lorsqu'ils doivent nommer les initiatives prises par le gouvernement fédéral pour répondre à ces préoccupations d'ordre économique, les participants sont assez nombreux à reconnaître diverses initiatives économiques. Toutefois, ils perçoivent souvent ces initiatives comme des moyens de remédier aux répercussions de la crise économique de 2008, c'est pourquoi intuitivement, ils ne les considèrent pas comme des initiatives qui répondent aux enjeux actuels. Les initiatives évoquées durant cette discussion sont notamment les suivantes :

- **Les investissements dans les infrastructures**
- **Le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire**
- **La baisse des taxes et des impôts, dont la TPS**
- **Le maintien de taux d'intérêt bas**
- **Les investissements dans la formation professionnelle ou la participation aux coûts de formation**
- **Le programme du Sceau rouge pour épauler les gens qui commencent à exercer un métier spécialisé**
- **Les comptes d'épargne libre d'impôt (CELI)**

- **La maîtrise des dépenses/des coûts du gouvernement**
- **La conclusion de nouveaux accords commerciaux**
- **Les investissements dans l'industrie du transport**
- **La révision des règles hypothécaires pour réduire le nombre de prêts hypothécaires à haut risque**

Dans la plupart des cas, les impressions formulées par les participants indiquent qu'ils accueillent favorablement ces initiatives.

Lorsqu'ils doivent indiquer ce que le gouvernement devrait faire pour renforcer la sécurité économique du Canada, les réponses sont généralement vagues et couvrent un large éventail de domaines; dans certains cas, les participants s'aventurent au-delà de ce qu'on peut raisonnablement considérer comme touchant l'économie. Ils mentionnent entre autres :

- **La croissance économique**
- **La création d'emplois**
- **Améliorer le réseau de soins de santé ou investir dans le réseau**
- **La réduction de la dette**
- **L'équilibre budgétaire**
- **Le soutien aux familles**
- **Assurer la stabilité**
- **Encourager la transformation post-extraction**
- **Former les gens pour qu'ils occupent de meilleurs emplois**

- **Les garderies**
- **L'éducation**
- **Les investissements dans les ressources renouvelables et**
- **Le développement de relations et de partenariats commerciaux**

Firme de recherche : Harris/Décima Inc.

Numéro de contrat : 35035-145008/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 7 avril 2014

*Harris/Décima certifie que les produits livrables finals sont conformes à l'exigence de neutralité politique décrite à la disposition 6.2.4 de la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique au sein du gouvernement du Canada.*

Doug Anderson, vice-président principal

Harris/Décima Inc.